

LANCEMENT D'UN NOUVEAU PARTENARIAT MONDIAL VISANT À TRANSFORMER LES MARCHÉS DE LA SANTÉ REPRODUCTIVE

SEMA Santé Reproductive a pour objectif de favoriser une offre équitable, abordable et prévisible de produits de santé sexuelle et reproductive de haute qualité et, ce faisant, de faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes

PARIS, 1^{er} juillet 2021 – Aujourd'hui, en marge du [Forum Génération Égalité](#), point d'inflexion mondial majeur pour l'égalité entre les femmes et les hommes, des décideurs politiques nationaux, des bailleurs de fonds et des organisations de santé mondiales ont annoncé une nouvelle initiative visant à accélérer les progrès en vue de garantir l'accès à une gamme complète de produits de santé sexuelle et reproductive. Malgré une nette amélioration ces dix dernières années, les dispositifs de santé sexuelle et reproductive restent hors de portée de millions de personnes dans le monde, et les perturbations du système de santé liées à la pandémie de covid-19 menacent de creuser l'écart.

Le partenariat « Shaping Equitable Market Access for Reproductive Health », connu sous le nom de [SEMA Santé Reproductive](#), aidera les pays à surmonter les principaux obstacles sur les marchés de la santé sexuelle et reproductive et à faire en sorte que, partout dans le monde, toute personne puisse avoir accès aux produits qu'elle souhaite et dont elle a besoin pour contrôler sa santé et son avenir. À ce jour, les bailleurs de fonds se sont engagés à verser plus de 50 millions de dollars américains à SEMA. De plus, le partenariat a pour objectif de réunir au moins 50 millions de dollars pour son financement de base sur les cinq prochaines années.

« Lorsque les femmes et les filles n'ont pas accès aux produits de santé sexuelle et reproductive, comme les contraceptifs et les médicaments permettant de gérer les complications liées à la grossesse, ce sont des communautés entières qui souffrent », a déclaré le docteur Kayode Afolabi, directeur et responsable de la division Santé reproductive au sein du ministère de la Santé nigérian. « La solidité de nos systèmes de santé repose sur des marchés de la santé sexuelle et reproductive sains. C'est pourquoi nous nous réjouissons de collaborer avec SEMA Santé Reproductive pour améliorer le fonctionnement de ces marchés dans l'intérêt des femmes et des filles. »

SEMA réunira un ensemble de partenaires divers pour :

- **surveiller de manière proactive l'état des marchés de la santé sexuelle et reproductive** en compilant des ensembles de données et en développant une vue unifiée globale de la demande des utilisateurs et de l'offre actuelle des marchés dans les différents secteurs et régions concernés ;
- **identifier les obstacles des marchés sur les territoires concernés et participer à la conception de solutions stratégiques**, en exploitant les forces uniques des organisations et réseaux nationaux et mondiaux existants ;
- **aider les pays et partenaires mondiaux à financer et mettre en œuvre des interventions** en permettant aux gouvernements de mobiliser un financement à l'échelle nationale, en intégrant de nouveaux acteurs et en coordonnant les investissements mondiaux afin d'en optimiser l'impact.

Les produits de santé reproductive sont essentiels pour faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes

Ils sont fondamentaux pour la santé et le bien-être des femmes et des filles, en permettant d'éviter les grossesses non désirées et les avortements à risque et de prévenir les décès maternels.

Selon Kate Hampton, directrice de la Children's Investment Fund Foundation, « la possibilité de choisir en matière de santé sexuelle et reproductive en fonction de ses préférences augmente la probabilité que les femmes et les filles terminent leur scolarité et réalisent leurs ambitions. Si nous voulons créer un monde où les femmes et les hommes sont égaux, l'accès à ces choix doit se fonder sur leurs besoins et non sur les décisions des bailleurs de fonds. Je salue le lancement de SEMA Santé Reproductive, que je considère comme l'occasion de repenser la façon dont nous résolvons les problèmes du marché de la santé sexuelle et reproductive, nous aidons les pays et les communautés à se prendre en mains et nous permettons aux femmes de décider de leur santé et de leur avenir ».

Ces dix dernières années, les institutions mondiales ont œuvré au côté des pays et des organisations locales pour permettre à plus de [60 millions](#) de femmes et de filles supplémentaires dans 69 pays à revenu faible et intermédiaire d'utiliser des contraceptifs modernes. De nombreux pays ont également accru la [diversité](#) des méthodes de contraception, notamment avec les implants et les contraceptifs auto-injectables, permettant à davantage de femmes et de filles de trouver une solution adaptée.

Pour Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la France, « il faut garantir à toutes les femmes et les filles dans le monde le respect de leur droit à disposer librement de leur corps, qui passe par un accès amélioré aux méthodes de contraception moderne. En écho à l'Agenda 2030 des Nations Unies et aux objectifs de développement humain que nous visons, c'est une condition indispensable pour une véritable égalité entre les femmes et les hommes, que la France a placé au cœur de sa diplomatie féministe».

Les défis du marché de la santé sexuelle et reproductive continuent d'en limiter l'accès, de nouvelles approches sont indispensables

Malheureusement, les faiblesses persistantes des marchés actuels empêchent toujours de nombreuses femmes et filles de pouvoir accéder à des produits de santé sexuelle et reproductive de haute qualité, abordables et variés qui répondent à leurs besoins. Les systèmes et les données concernant les produits de santé sexuelle et reproductive sont très fragmentés, avec une coordination limitée entre les réseaux de prestation de soins de santé publics et privés. Cela peut engendrer un manque d'efficacité, l'impossibilité de prévoir la disponibilité des produits et des prix prohibitifs pour nombre de personnes. En outre, les partenaires nationaux et mondiaux ne disposent pas de données suffisantes pour bien comprendre les préférences et les choix personnels relatifs aux produits de santé sexuelle et reproductive. Ils n'ont pas les informations essentielles pour fournir les bonnes quantités des bons produits dans le meilleur intérêt des populations.

Les stratégies visant à résoudre les problèmes d'accès sont souvent mises en place produit par produit, avec des conséquences inattendues pour l'ensemble du marché. De plus, ces actions s'appuient principalement sur quelques institutions mondiales au lieu d'être dirigées par les gouvernements des pays eux-mêmes, ce qui limite la qualité et la durabilité des interventions répondant réellement aux besoins des communautés.

La résolution de ces problèmes pourrait avoir un impact considérable. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, [218 millions de femmes](#), qui souhaitent éviter ou retarder une grossesse, n'utilisent pas

de contraceptifs modernes. En outre, environ [810 femmes](#) meurent chaque jour du fait de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement ou bien à cause d'un avortement non médicalisé. Actuellement, entre le développement et la mise sur le marché, il faut souvent plusieurs années supplémentaires pour introduire les nouveaux contraceptifs, contrairement à d'autres produits de santé globale, sur les marchés des pays à revenu faible et intermédiaire.

« Pour améliorer la santé maternelle et infantile, nous devons adapter les solutions aux contextes locaux et faire en sorte que les pays prennent en charge leurs propres marchés de la santé sexuelle et reproductive », a indiqué le professeur Charlemagne Ouedraogo, ministre de la Santé du Burkina Faso. « En travaillant avec SEMA pour placer les pays au centre de la prise de décision, nous pouvons nous éloigner du statu quo, adapter les efforts mondiaux aux priorités des communautés et garantir que les femmes, les filles et toutes les personnes aient toujours un accès équitable aux produits de SSR. »

Le développement de marchés sains nécessitera une collaboration intersectorielle

Parmi les premiers partenaires de SEMA figurent les gouvernements du Burkina Faso, du Nigéria et de l'Ouganda. Le partenariat peut aussi compter sur le soutien financier de la Children's Investment Fund Foundation (CIFF), de la Fondation Bill & Melinda Gates et du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). SEMA travaillera également en étroite collaboration avec d'autres partenaires majeurs, tels que le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Reproductive Health Supplies Coalition (RHSC) et le Foreign, Commonwealth and Development Office du Royaume-Uni (FCDO).

« Un trop grand nombre de femmes se voient refuser le droit fondamental de prendre des décisions concernant leur corps et leur avenir. Atteindre l'égalité des sexes exige que nous mettions en commun nos talents et nos ressources pour défendre les droits sexuels et de procréation » a déclaré la Dre. Natalia Kanem, Directrice Exécutive de l'UNFPA, l'agence des Nations Unies pour la santé sexuelle et reproductive. « L'initiative SEMA jouera un rôle important dans l'encouragement de l'innovation et l'amélioration de l'accès aux produits de santé reproductive pour les femmes et les filles qui en ont besoin. »

Dans les prochains mois, SEMA recrutera un premier président ou une première présidente et s'attellera à intégrer de nouveaux bailleurs de fonds, partenaires techniques et ministères de la Santé des pays à revenu faible et intermédiaire. Le partenariat lancera officiellement ses activités d'ici la fin de l'année, avec des opérations basées en Afrique.

À propos de SEMA Santé Reproductive

[SEMA Santé Reproductive](#) est une nouvelle initiative innovante conçue pour créer des marchés de santé sexuelle et reproductive (SSR) plus sains, plus équitables et plus résilients. En collaboration avec les pays, les donateurs et les institutions de la santé mondiale, SEMA s'efforcera de surmonter les plus grands défis dans les marchés SSR pour assurer que les gens partout ont de l'accès aux produits SSR complets, de qualité et abordables.

Remarques supplémentaires des parties prenantes

- **Foreign, Commonwealth & Development Office du Royaume-Uni (FCDO)** : « Le Royaume-Uni salue le lancement de cette initiative cruciale qui contribuera à améliorer la disponibilité, la

qualité et l'accessibilité financière des produits essentiels de santé sexuelle et reproductive pour les femmes et les filles du monde entier » a déclaré Wendy Morton, sous-secrétaire d'État parlementaire au Voisinage européen et aux Amériques au sein du FCDO. « Je suis fière que nous ayons joué un rôle dans sa conception. Il s'agit de donner aux femmes et aux jeunes filles plus de choix et de contrôle pour décider de leurs avenir, et ainsi rendre leurs vies plus prospères et plus saines. »

- **The Reproductive Health Supplies Coalition (RHSC)** : « Au sein de la RHSC, nous nous réjouissons que SEMA s'attaque au marché actuellement fragmenté des produits de santé reproductive, un problème critique que nous avons identifié dans notre dernière évaluation de l'écosystème des produits. Nous avons hâte de collaborer avec SEMA afin de faire en sorte que les marchés de la santé élargissent leur offre de produits et permettent un accès plus équitable aux produits de santé reproductive nécessaires », a précisé John P. Skibiak, directeur de la Reproductive Health Supplies Coalition.
- **Alliance Droits et Santé; Association Femmes Juristes de Côte d'Ivoire** : « Pour Alliance Droits et santé, Intégrer la société civile à l'initiative SEMA permettra de répondre à l'objectif de développer une approche holistique et systémique des marchés mondiaux et nationaux en matière de produits de SSR en s'appuyant sur les compétences, l'expertise et les besoins des femmes et des filles concernées en Afrique de l'Ouest », a indiqué Agathe Blanc-Kamissoko, secrétaire générale adjointe/responsable de programme de l'Association des Femmes juristes de Côte-d'Ivoire.
- **État de Kaduna, Nigéria** : Pour Dre. Amina Mohammed Baloni, Honorable Commissaire à la Santé, Ministère de la Santé de l'État de Kaduna, Nigéria « Les données sont indispensables pour élaborer des systèmes sains soutenant les marchés de la santé sexuelle et reproductive. En tant que plateforme pour la création d'une vue globale de l'état et des lacunes des marchés, le gouvernement de l'État de Kaduna travaillera avec SEMA pour bien comprendre les types de produits qui conviennent aux femmes de nos communautés et localiser les difficultés d'accès, afin que les produits parviennent aux personnes qui en ont besoin. »
- **État d'Osun, Nigéria** : Pour Dr. Rafiyu Isamotu, Honorable Commissaire à la Santé, Ministère de la Santé de l'État d'Osun, Nigéria, « Les marchés de la santé sexuelle et reproductive sont complexes et doivent reposer sur la collaboration pour répondre aux besoins des utilisateurs dans des systèmes de santé mixtes public/privé. Nous sommes ravis de soutenir SEMA dans la conception d'approches de marché unifiées avec les partenaires du secteur privé, les entrepreneurs et les groupes de la société civile. »
- **État d'Ekiti, Nigéria** : Pour Dr. Oyebanji Filani, Honorable Commissaire à la Santé, Ministère de la Santé de l'État d'Ekiti, Nigéria « Malgré les progrès significatifs accomplis ces dernières années, un écart subsiste dans l'accès aux produits de santé sexuelle et reproductive. SEMA peut inaugurer une nouvelle ère de solutions de marché qui nous rapprochera de la concrétisation d'un accès universel aux produits de santé sexuelle et reproductive. »
- **Fondation Bill & Melinda Gates** : Pour Chris Elias, président de la division Développement mondial de la Fondation Bill & Melinda Gates, « les femmes et les filles sont les mieux placées pour connaître les contraceptifs qui leur conviennent. Le partenariat SEMA permettra d'améliorer les données afin que les pays puissent offrir des produits qui répondent réellement

aux besoins des femmes et des filles. Cet obstacle de longue date a été amplifié par la pandémie de covid-19, et nous sommes ravis de participer à cette initiative collaborative, menée par les pays, qui permettra sans aucun doute de construire des marchés de la contraception plus forts et plus résilients ».

- **Family Planning 2030** : « Le droit à la planification familiale ne peut être exercé sans accès aux services et aux produits », a déclaré Mande Limbu, directrice des initiatives mondiales FP2030. « FP2030 reconnaît l'importance du partenariat dans l'augmentation du recours à la planification familiale. SEMA Santé Reproductive prouve que grâce aux partenariats entre acteurs nationaux et mondiaux, la planification familiale fondée sur les droits est une réalité pour encore plus de femmes. »

Contacts presse :

Mary Robbins

Directrice principale de la communication, Global Health Strategies

E-mail : mrobbins@globalhealthstrategies.com

+1 301-996-9332

Rebecca Crawford Muñoz

Directrice de la communication, Global Health Strategies

E-mail : rcrawfordmunoz@globalhealthstrategies.com

+1 626-429-6614